



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 14 mai 2019

DELIBERATION
N° CFVU 13-FCV-023
RESULTAT DU VOTE

Nombre de votants :

Voix favorables :

Voix défavorables :

***relative au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année
domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit social,
parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise – parcours formation continue
année universitaire 2019/2020***

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - L'article L612-6-1 relatif à l'accès à la deuxième année du deuxième cycle conduisant au diplôme national de master,
 - Les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme de master,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 modifiant l'arrêté du 22 janvier 2014 ;
- Vu l'arrêté d'accréditation du 23 mai 2016 autorisant l'Université à délivrer le diplôme de Master Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élève étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu les avis du conseil de la Faculté de Droit et Sciences politiques en date du 19 mars 2019,

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, décide :

Les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances du Master 2^{ème} année domaine Droit, Economie, Gestion, mention Droit Social, parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise – parcours formation continue, sont fixées comme suit,

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise (DMSE) – formation continue, est une formation

universitaire permettant aux stagiaires d'acquérir des connaissances et des compétences en droit social et en management social de l'entreprise.

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2.1 - Ont vocation à être admis en Master 2 Droit, Economie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et management social de l'entreprise (DMSE) formation continue, les stagiaires ayant validé 60 crédits au titre de la première année de Master du domaine Droit, Economie, Gestion, d'une certification RNCP niveau II relevant du domaine d'activité visé par le diplôme, d'un diplôme jugé équivalent ou au titre de la mobilité internationale, ainsi que les personnes répondant aux conditions fixées dans l'article 3.

2.2 – Dans les cas y compris ceux visés à l'article 3 ci-après, l'admission en Master 2 est effectuée au vu de l'ensemble du dossier universitaire et/ou professionnel du candidat ainsi que d'une lettre de motivation et un entretien éventuel. L'admission peut être subordonnée à l'acquisition de certains prérequis.

ARTICLE 3. Autres possibilités d'accès

Ce diplôme est également ouvert aux personnes ayant bénéficié soit d'une validation des acquis de l'expérience, soit d'une validation des études supérieures accomplies en France ou à l'étranger, soit d'une validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels.

ARTICLE 4. Redoublement

Le redoublement est interdit sauf dérogation exceptionnelle accordé par le jury d'examen.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 5. Organisation de la formation

5.1 - La 2nde année du Master Droit, Économie, Gestion, mention Droit social, parcours type Droit et Management Social de l'Entreprise, cycle de formation continue, est organisée sur deux semestres. Cette année est composée d'unités d'enseignement (UE) donnant droit à des crédits (ECTS). Le premier semestre comprend trois (3) unités d'enseignement, le second semestre, trois (3) unités d'enseignement, totalisant respectivement trente (30) et trente (30) crédits. Le contenu des UE et les modalités de contrôle des connaissances sont explicités en annexe du présent document.

5.2 – Ce parcours est conçu de sorte à permettre aux personnes en activité, stagiaires de la formation tout au long de la vie, de développer leurs compétences et leur expertise tout en poursuivant une activité professionnelle. L'unité d'enseignement qui conclut le semestre 2 (UE6) est constitué par un grand oral, qui porte sur l'ensemble des enseignements des 2 semestres du master. Les unités d'enseignement 1 à 3 incluse et les unités d'enseignement 4 et 5, peuvent donner lieu à l'obtention d'un Diplôme d'Université spécifique, le DU droit social pour les UE 1, 2 et 3 ; le DU management social de l'entreprise pour les UE 4 et 5. L'obtention de l'UE6 est indispensable pour la délivrance du master.

5.3 - Langue des enseignements : la langue des enseignements est le français. Toutefois, quelques enseignements peuvent être donnés en anglais.

ARTICLE 6. Obligation d'assiduité

Tous les enseignements sont obligatoires et l'assiduité systématiquement contrôlée. Au cas de formation à distance, les temps de connexions hors et en temps de travail sont contrôlés. La participation aux éventuels travaux tutorés est obligatoire et notée sous la responsabilité des enseignants-tuteurs.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 7. Organisation des examens

Il existe une session d'examen et une session de rattrapage dont les dates sont arrêtées en début de cycle par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 8. Modalités d'organisation de la session d'examen

Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

UE 1 : est validée par un contrôle continu comptant pour un tiers de la note et une évaluation finale écrite prenant la forme d'un cas pratique transverse ou d'une mise-en-situation.

UE 2 : est validée par un contrôle continu comptant pour la moitié de la note et une évaluation finale prenant la forme d'un cas pratique transverse ou d'une dissertation.

UE 3 : est validée par une évaluation spécifique prenant la forme d'un écrit.

UE 4 et 5 : chaque UE est évaluée en contrôle continu.

UE6 : grand oral transverse

Toute absence injustifiée à l'examen terminal ou à une épreuve de contrôle continu est sanctionnée par la note 0. Dans ce cas, le stagiaire est considéré comme défaillant. Le non-dépôt dans les délais impartis d'un devoir en ligne obligatoire dans le cadre du contrôle continu entraîne les mêmes effets.

Les justificatifs d'absence à une épreuve ou attestant de l'impossibilité d'utiliser la plateforme en ligne, doivent parvenir au service de Formation Continue, Validation des Acquis et Apprentissage dans les 10 jours qui suivent la fin de la session d'examen.

ARTICLE 9. Modalités d'organisation de la session de rattrapage

9.1 – Seules les épreuves d'examen terminal, à l'exclusion du grand oral organisé dans le cadre de l'UE 6, sont susceptibles de faire l'objet de la session de rattrapage. Cette dernière est ouverte aux stagiaires ayant échoué aux épreuves de la session d'examen ou qui bénéficieraient d'une absence justifiée à ces épreuves.

9.2 – Dans chacune des UE 1 à 3 incluse, la session de rattrapage prend la forme d'un écrit théorique d'une durée de 3 heures, organisé lors d'un regroupement en présentiel dédié.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 10. Conditions de validation des unités et des semestres

10.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est validée dès lors que le stagiaire y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Sous condition d'une note au moins égale à 6 dans chaque unité d'enseignement 1 à 5 incluse, les unités sont validées par compensation si le candidat obtient la moyenne générale au semestre. L'UE6 ne peut être validée par compensation.

Lorsque le parcours a été effectué sous forme de DU, il n'y a pas de compensation possible pour l'obtention du master entre les DU constitutifs des semestres.

10.2 - Les semestres sont validés isolément sans compensation

Un semestre est définitivement acquis dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne soit un total de 300/600 points pour le semestre 1 et de 300/600 points pour le semestre 2.

10.3 - Tout candidat déclaré défaillant ne peut bénéficier du dispositif de compensation pour l'obtention du semestre ou de l'année.

ARTICLE 11. Conditions d'attribution d'une mention

L'obtention du semestre donne lieu à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note de moyenne générale est au moins égale à 16

ARTICLE 12. Délivrance du diplôme

Pour être déclaré admis au diplôme l'étudiant doit être admis au semestre 1 et au semestre 2. Le jury d'examen peut octroyer des points jury. L'obtention du diplôme de master donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 10 et 11,99
- ASSEZ BIEN : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 12 et 13,99
- BIEN : Quand la note de moyenne générale est comprise entre 14 et 15,99
- TRES BIEN : Quand la note de moyenne générale est au moins égale à 16

Toulouse, le 14 mai 2019

Corinne MASCALA
La présidente de la Commission
de la Formation et de la Vie Universitaire

PJ : annexe

Annexe								
RÉGIME DES ÉTUDES ET CONTRÔLE DES CONNAISSANCES								
Master 2 mention Droit social parcours-type Droit et Management Social de l'Entreprise - 2019-2020								
Semestre	Enseignements	CM			Modalités d'évaluation		Points	Crédits
Unités		Ligne	Présentiel	Total	session 1	session 2		
Semestre 1	Unités d'enseignement							
Droit social	UE1 : Droit de la relation individuelle de travail	77	31,5	108,5	Ecrit sous forme d'un cas pratique transverse ou mise-en-situation	écrit théorique	150	15
	UE2 : Rapports collectifs, négociation et ingénierie des conflits	63	14	77	Ecrit sous forme de dissertation ou mise-en-situation	écrit théorique	100	10
	UE3 : Pilotage de la protection sociale dans l'entreprise	14	21	35	Epreuve écrite	écrit théorique	50	5
Totaux semestre 1		154	66,5	220,5			300	30
Semestre 2	unités d'enseignement							
Management social	UE 4 : Organisation de l'entreprise et RH	91	21	112	contrôle continu		150	15
	UE5 : Audit RH et responsabilité sociale de l'entreprise	45	10,5	55,5	contrôle continu		100	10
	UE6 : Grand oral DMSE						50	5
	Formation à la recherche documentaire		3,5	3,5	Grand oral transverse au diplôme			
	6h TD d'accompagnement par stagiaire							
Totaux semestre 2		136	35	171			300	30
TOTAUX		290	101,5	391,5			600	60